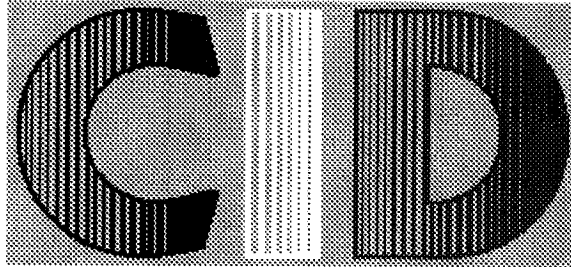


COLLEGE INTERARMEES DE DEFENSE



LA TURQUIE A L'AUBE DU TROISIEME MILLENAIRE

La Turquie, malgré les difficultés conjoncturelles qu'elle rencontre aujourd'hui, connaîtra sans doute au troisième millénaire, grâce aux atouts dont elle dispose, une expansion qui l'emmènera au niveau de développement des pays de l'Union Européenne.

15 DECEMBRE 1997

**LIEUTENANT-COLONEL, TAYFUN OZDEN
DIVISION C, GROUPE 3**

TABLE DES MATIERES

1. LES DIFFICULTES DE LA TURQUIE:	3
1.1 LE TERRORISME:	4
1.2 LA MONTEE DE L'INTEGRISME ISLAMISTE:	5
1.3 LES DIFFICULTES ECONOMIQUES:	6
1.4 LE CONTENTIEUX AVEC LA GRECE:	6
1.4.1 La question de Chypre	6
1.4.2 La question de la mer Egée qui peut se classer en cinq chapitres;	7
1.4.3 La question de la minorité Turque de Thrace occidentale	7
1.5 L'ENVIRONNEMENT REGIONAL CONFLICTUEL ET NON DEMOCRATIQUE:	8
2. LES AVANTAGES DE LA TURQUIE:	8
2.1 LA POSITION GEOPOLITIQUE DE LA TURQUIE:	8
2.2 L'AMBITION OCCIDENTALE:	9
2.3 LES CAPACITES DE LA TURQUIE DANS CERTAINS DOMAINES:	10
3. COMPARAISON:	10
4. CONCLUSION.	11

La Turquie est sans doute l'un des pays sur lesquels il y a le plus de préjugés et d'idées reçues dans le monde occidental. Cela renvoie en premier lieu à la mémoire collective occidentale, aux rapports historiques souvent conflictuels de l'Empire Ottoman avec les puissances européennes dans cette partie du monde.

Mais qu'est-ce que la Turquie?

La Turquie, héritière de l'Empire Ottoman, est un pays fondé en ANATOLIE à l'issue de la Première Guerre Mondiale par Mustafa Kemal ATATÜRK et ses compagnons. De nos jours, la Turquie est un pays qui compte dans sa région; son rôle géopolitique, sa superficie de 780 576 km² (36ème rang dans le monde), sa population de 63 millions d'habitants(16ème rang dans le monde) et son armée, dont l'effectif s'élève à 507 800 hommes (10ème rang dans le monde), lui confèrent un poids magistral.

La République Turque est au sein du monde musulman, le symbole de la réussite éclatante d'un régime laïc et démocratique. Les libertés individuelles et les Droits de l'homme y sont plus respectés que n'importe où ailleurs dans le monde musulman.

Elle est membre du Conseil de l'Europe depuis 1949, de l'OTAN depuis 1954, de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE), membre associé de l'Union Européenne(UE) et partenaire associé de l'Union de l'Europe Occidentale (UEO). Elle est aussi le créateur de la Zone de coopération économique de la mer Noire(ZCEMN).

Au cours de la seule année 1991, elle a assisté au bouleversement de son environnement géopolitique avec la crise du Golfe, l'éclatement de la Yougoslavie et l'effondrement de l'Union soviétique. Jusqu'à cette date-là elle était, avec la Grèce, un poste avancé de l'Occident contre l'URSS. Mais, depuis lors, elle a perdu son rôle clé au sein de l'Alliance occidentale. Pourtant la proximité du Golfe, qui fournit la moitié du pétrole européen, a accru l'importance stratégique du pays, surtout après la guerre du Golfe. Quatre ans après celle-ci, les élections de 1995 ont amené les islamistes au pouvoir en Turquie. Bien que le gouvernement conduit par le leader du parti islamiste ait été le fruit d'une coalition entre son parti et un parti républicain, ~~celle-ci~~ c'était tout de même un grand événement tant pour la Turquie que pour les pays occidentaux où on a commencé à s'interroger sur le devenir de la Turquie en redoutant qu'elle ne devienne comme l'Iran.

La Turquie, malgré les difficultés conjoncturelles qu'elle rencontre aujourd'hui, connaîtra sans doute au troisième millénaire, grâce aux atouts dont elle dispose, une expansion qui l'emmènera au niveau de développement des pays de l'UE

Dans cette étude, nous allons tout d'abord examiner les difficultés de la Turquie, ensuite nous traiterons les avantages de ce pays, enfin, nous essaierons de pronostiquer son avenir.

1. Les difficultés de la Turquie:

Les difficultés de la Turquie résident essentiellement dans:

- le terrorisme;
- la montée de l'intégrisme islamiste;
- les problèmes économiques;
- le contentieux avec la Grèce;
- l'environnement régional conflictuel et non-démocratique.

1.1 Le Terrorisme:

L'un des problèmes les plus importants de la Turquie est le terrorisme.

Depuis le 15 août 1984, elle subit ce fléau actionné par une organisation terroriste : le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK). D'après certains il ne s'agit pas de terrorisme, mais de la question Kurde. Quoi qu'il en soit, il est vrai qu'en Turquie, plus précisément au sud-est du pays, se produisent des événements qui coûtent la vie à 20600 personnes (4400 en 1995).

Pour mieux comprendre les difficultés du pays il faut distinguer le terrorisme de la question kurde. Pour les Turcs, il n'y a pas de question kurde mais il y a la réalité des Kurdes. Voyons ce qu'ils entendent par la réalité des Kurdes.

La Turquie actuelle est, tout comme la France, le résultat d'un brassage de populations, de langues et de cultures. La France et la Turquie sont parmi les pays dont la réputation de terre d'accueil demeure et qui ont la même conception des valeurs républicaines et de la loyauté civique. En Turquie, il n'y a pas de clivage ethnique opposant d'un côté les Turcs et de l'autre les Kurdes. Croire à un tel clivage est manifestement faux.

Tout d'abord, être turc relève de la notion de citoyenneté : c'est d'appartenir à une catégorie juridique et non pas ethnique ou raciale. Les citoyens d'origine kurde, comme ceux d'autres origines ethniques, participent activement à la vie politique, sociale et économique de la Turquie. En témoignent leurs représentants dont au moins un quart sont des députés d'origine kurde au sein du parlement et du gouvernement et leur présence tant dans la fonction publique que dans le secteur privé.

Dans toute la Turquie, chacun est libre de parler sa propre langue ou son propre dialecte. Cependant, La Constitution définit le turc comme la langue officielle. Tous les individus sont égaux devant la loi sans discrimination fondée sur la langue, la race, la religion, l'opinion politique ou d'autres motifs similaires.

En ce qui concerne le terrorisme voyons les origines de PKK : le PKK est issu de la vague maoïste qui atteint la Turquie, comme le reste de l'Europe, vers la fin des années 60. Dès les années 70, les jeunes Maoïstes turcs adhèrent, soit à des organisations communistes comme 'Dev-Sol', la Gauche révolutionnaire, soit à des groupes favorisant la revendication kurde, tout en étant marxiste-léniniste. C'est de ce courant que sont issus ceux qui fondent le PKK en 1978.

Le PKK a été fondé par Apdullah Öcelan, qui continue aujourd'hui ses activités meurtrières. Il n'a rien à voir avec la réalité kurde.

Le PKK a voulu, par sa propagande basée sur l'existence d'une réalité kurde bafouée et par sa lutte pour la prétendue libération de la population kurde, gagner le soutien de plusieurs institutions internationales, des médias et même celui de certains partis politiques.

Il s'est implanté dans les pays de l'Europe occidentale sous la forme d'une organisation politique innocente et il a réussi à masquer son véritable objectif et sa vraie nature pendant de longues années. Il s'est présenté au monde entier comme le symbole de la liberté de la population kurde. Les préjugés existant dans l'opinion publique européenne, le manque d'informations correctes et l'absence d'audience que rencontre la Turquie lorsqu'elle expose ses problèmes à l'étranger, ont tardé à révéler la vraie nature du PKK qui est une organisation terroriste.

Cette organisation est responsable d'actions sanglantes depuis 1984 dans le seul but de déstabiliser et diviser ce pays. Elle a commis plusieurs milliers d'assassinats depuis presque une décennie sans faire de distinction entre hommes, femmes ou enfants, la plupart des victimes étant d'origine kurde.

La Turquie a fait de nombreux efforts pour anéantir le PKK et le terrorisme mais jusqu'à maintenant elle n'y est pas parvenue totalement. Pourquoi? Parce que le PKK bénéficie des soutiens de la Syrie, de l'Iran, de l'Irak et de la Grèce. Ces pays ont chacun leurs raisons pour soutenir son activité. Dès le début, c'est la Syrie qui a fourni l'aide la plus complète : outre des armes et de l'argent, elle lui a permis d'utiliser ses camps d'entraînement dans la plaine de la Bêcha en raison de la mise en oeuvre du GAP.(Grand projet d'Anatolie du Sud-Est). L'Iran s'inquiète de l'influence grandissante de la Turquie au Moyen-Orient, mais surtout en Azerbaïdjan, où une poussée du nationalisme azéri pourrait bien menacer son intégrité territoriale. En outre, il voit dans la Turquie un rival bénéficiant du soutien des Etats-Unis et pouvant limiter son influence sur les républiques nouvellement indépendantes d'Asie centrale. En soutenant le PKK, L'Iran peut contrer ce qu'il perçoit comme les ambitions grandissantes de la Turquie dans la région. Pour L'Irak et surtout pour Saddam Hussein, donner des soutiens au PKK c'était prendre sa revanche sur la Turquie pour son rôle pendant la guerre du Golfe. Pour la Grèce, donner des soutiens au PKK, c'est affaiblir la Turquie dans tous les domaines.

Cette lutte que la Turquie conduit contre le PKK a trois conséquences. La première se traduit en coûts financiers. Cette lutte coûte en effet 6-7 milliards de dollars par an au pays. C'est peut-être l'une des hypothèques les plus importantes qui pèse sur son économie. La deuxième conséquence, purement militaire, c'est l'expérience que l'armée turque a pu accumuler à cette occasion et qu'elle n'aurait pu avoir avec de simples entraînements militaires. La troisième conséquence, c'est l'exode rural. Cette lutte a engendré une émigration massive qui a aggravé les disparités régionales.

1.2 La montée de l'intégrisme islamiste:

Après les élections législatives anticipées du 24 décembre 1995, avec 21 p.cent des suffrages, le Refah (Parti de la prospérité) est devenu la première force politique du pays. D'après certains, ce parti est islamiste.

En fait, il faut bien analyser les suffrages qu'il a obtenus aux différentes élections. Le Refah a obtenu aux 4,5 p.cent en 1984, 7,1 p.cent en 1987 et 16,3 p.cent en 1991 grâce à l'alliance avec le MHP (le Parti d'action nationaliste d'extrême droite). On voit donc que ce parti a vu ses suffrages augmenter après chaque élection. Après sa victoire aux élections de 1995, le Refah a formé, le 18 juillet 1996, une coalition avec le DYP (Parti de la Juste Voie), et est resté au pouvoir jusqu'au 18 juin 1997.

Mais pourquoi et comment Le Refah a-t-il réussi? Est-ce que Le Refah va continuer à voir augmenter ses suffrages?

Le Refah a réussi : parce que l'exode rural a bouleversé la société en changeant les données de la vie sociale, culturelle et politique, parce que l'inflation qui dure depuis 1984 a fait chuter le pouvoir d'achat des classes moyennes, parce que les deux principaux pôles politiques (conservateur et social-démocrate) étaient chacun divisés en deux partis rivaux. Le Refah a profité de tous ces phénomènes. Il est aussi vrai que les électeurs ont clairement condamné les autres partis à l'occasion des élections de 1995.

Durant l'été 1997, l'ANAP(Parti de la Mère Patrie) et le DSP (Parti de la gauche démocratique) ont à leur tour constitué un gouvernement de coalition qui est venu remplacer le gouvernement conduit par le Refah. Depuis, la tranquillité règne en Turquie. Mais tout n'a pas été réglé. Si comme hier, les conditions qui ont permis l'émergence du Refah demeurent, il est indéniable que le Refah conservera la première place dans la vie politique du pays.

Sous le gouvernement du Refah, on a pu observer certains durcissements entre ce dernier et les autres partis politiques. Ceux-ci se sont appuyés sur les principes de la république pour renverser le gouvernement du Refah. Le pouvoir a donc changé de mains grâce aux efforts des partis républicains.

1.3 Les difficultés économiques:

L'économie turque a vécu un grand changement avec le premier ministre Turgut ÖZAL, à partir des années quatre-vingts. Le PIB, avec une croissance de 5,5 p.cent par an, est passé de 1634 de dollars à 6135 de dollars durant ces années. Mais cette évolution rapide a engendré plusieurs problèmes : une inflation exorbitante, un déficit du secteur public et un exode rural mal maîtrisé.

La Turquie connaît une inflation de 70 p.cent par an depuis 1984. Malgré cette inflation galopante, elle affiche tout de même une croissance annuelle d'environ 5,5p.cent par an. Mais il est bien évident que la croissance annuelle ne suffit pas à gommer les influences néfastes de l'inflation sur la société. En effet, quand on essaye de s'y retrouver dans les méandres des statistiques, on s'aperçoit que la répartition du revenu national est très déséquilibrée. 20p.cent de la population accaparent 54p.cent des revenus. Cela révèle l'incidence de l'inflation sur la société, inflation qui, en faisant chuter le pouvoir d'achat des classes moyennes, bouleverse les données de la vie sociale.

La Turquie a choisi de développer une industrie d'état après la fondation de la république à cause du manque de capitaux privés. A partir du milieu des années cinquante, une politique d'économie libérale a été mise en application mais son influence sur l'économie turque est demeurée insuffisante jusqu'en 1984. Ce c'est qu'avec le gouvernement de M. Turgut ÖZAL que le libéralisme économique a pris une place déterminante dans l'économie du pays. Avec ce changement le secteur étatique a perdu beaucoup de terrain en Turquie. Cela a causé un grand déficit du secteur public. Maintenant ce déficit intérieur est environ 18 milliards de dollars. En 1987, le gouvernement a lancé des privatisations afin de le réduire, mais il n'a pas réussi en raison des textes incontournables de la constitution et du manque de rigueur de la classe politique.

Il y a un autre paramètre qui est vraiment important, est la croissance annuelle de la population. Elle était de 2,16 p.cent entre 1985 et 1990, elle est de 1,62 p.cent entre 1990 et 1996. Nous avons vu qu'il y avait une croissance annuelle du PIB en moyenne de 5,5p.cent par an. Pour définir une vraie croissance annuelle il faut en soustraire la croissance de la population. Dans ce cas là, la vraie croissance du PIB de la Turquie est de 4p.cent par an. On peut dire qu'elle ne sera pas suffisante pour un pays qui est en plein développement.

1.4 Le contentieux avec la Grèce:

Bien que la Turquie ait huit voisins, elle a beaucoup de problèmes avec un seul, la Grèce. Les difficultés entre les deux pays se résument à trois questions essentielles qui sont les suivantes;

1.4.1 La question de Chypre :

Dans le cadre de la décision du conseil de sécurité de L'ONU numéro 716 qui recommande que Chypre se transforme soit en une fédération bicommunautaire et bizonale, soit en un Etat unique composé de deux communautés jouissant des mêmes droits politiques, les négociations continuent. Mais l'annonce de l'ouverture des négociations d'adhésion entre l'UE et la partie grecque de Chypre et la

proclamation de la décision d'installer dès l'an prochain des missiles antiaériens russes(S-300), elles ont été rompues par le leader chypriote turc Rauf DENKTAS.

1.4.2 La question de la mer Egée qui repose sur cinq contentieux :

* Le plateau continental ; il n'y a aucun accord jusqu'à maintenant,

* Les limites des eaux territoriales : la Grèce veut que les eaux territoriales s'étendent à 12 milles, la Turquie veut qu'elles restent à 6 milles,

* L'espace aérien : deux différents ; d'une part, bien que les eaux territoriales s'étendent à 6 milles, la Grèce veut que l'espace aérien s'étend à 10 milles, d'autre part la Grèce veut que tous les avions civils ou militaires se soumettent aux régions d'information de vol (FIR) d'Athènes, même si la FIR d'Athènes ne concerne seulement que les avions civils dans le cadre de la convention de Chicago,

* La militarisation des îles grecques de la mer Egée : la Grèce a militarisé dès 1964 les îles orientales de la mer Egée qui selon les traités internationaux devaient être démilitarisées,

* Les îles qui n'ont pas de statut clair.

1.4.3 La question de la minorité Turque de Thrace occidentale :

Les comportements des gouvernements grecs et des administrations locales contre les Turcs de Thrace.

Dans notre étude, supposant les détails de ces questions connus, nous n'allons pas entrer dans tous leurs détails. Nous allons simplement étudier la manière d'agir de la Grèce et de la Turquie face à ces problèmes.

Sur Chypre, la partie grecque veut que l'armée turque quitte immédiatement l'île, que les gens puissent se déplacer librement entre les deux parties et puissent habiter n'importe où dans la future Fédération, que la représentation de la partie grecque soit supérieure à celle de la partie turque dans un futur gouvernement fédéral. La partie turque veut que l'armée turque, qu'elle considère comme une garantie, reste dans son territoire, qu'il y ait une législation telle que les citoyens de la partie grecque ne soient pas autorisés à devenir propriétaires fonciers dans la partie turque, que la représentation des deux parties dans un futur gouvernement fédéral soient calculée au prorata des volumes de leur population.

Pour les autres questions; La Grèce veut que tous les différents soient traités séparément les uns des autres dans des instances internationales. La Turquie, pour sa part, veut que tous les différents soient traités d'un seul bloc.

Les différents entre les deux pays ont une incidence directe sur leur vie et celle de Chypre. Tout d'abord, ces problèmes ont un coût financier élevé. Quand on regarde les dépenses de défense, on voit que Chypre est au 25ème rang mondial avec 5,4 p.cent de son PIB consacré à la défense, la Grèce est au 40ème rang avec 3,8 p.cent du PIB, la Turquie est au 43ème rang avec 3,6 p.cent du PIB (et en dollars par habitant, Chypre est 16ème rang mondial, la Grèce est 29ème, la Turquie est 52ème). De plus, à cause de ces différents, la Turquie rencontre les barrages de la Grèce presque tous les domaines, que ce soit en Europe, au sein du Conseil Européen ou dans l'Union Européenne, ou bien à L'OTAN.

Depuis la chute du mur de Berlin, les deux pays ont compris que ces différents ne profitent ni à la Turquie ni à la Grèce, mais aux pays exportateurs d'armes.

1.5 L'environnement régional conflictuel et non-démocratique:

On sait très bien qu'il faut une négociation face à face pour trouver des solutions aux problèmes entre des pays et qu'il faut aussi une amélioration des relations dans tous les domaines pour augmenter les échanges. Mais ces deux impératifs nécessitent premièrement des milieux pacifiques et deuxièmement des états démocratiques. Quand on regarde les voisins de la Turquie, on peut dire qu'il n'y a qu'un état démocratique, la Grèce, avec laquelle la Turquie a beaucoup de problèmes. Les autres, comme la Bulgarie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan, ne peuvent pas être considérés comme des états parfaitement démocratiques. Car ils n'ont commencé à faire des efforts pour devenir des états démocratiques que depuis sept ans, ce qui n'est pas significatif dans l'histoire d'un pays. Alors, il faut attendre jusqu'à ce que ces trois pays deviennent de vraies démocraties. L'Iran a un régime islamique. L'Irak est une république sous régime militaire. La Syrie est dans le même cas que l'Irak. Il faut donc attendre que ces trois pays deviennent des états démocratiques, pour que la Turquie puisse trouver des solutions aux problèmes qu'elle a avec eux.

En outre, la Turquie se trouve entre les Balkans, le Moyen-Orient et le Caucase où tout est en plein changement et où il y a déjà des conflits et des discussions sur beaucoup de sujets. Dans une situation aussi complexe il faut bien admettre que la Turquie est dans une position difficile.

2. Les avantages de la Turquie:

Dans cette deuxième partie nous allons essayer de montrer les atouts dont bénéficie la Turquie. Ils résident dans sa situation géopolitique, son ambition occidentale et ses capacités économique, naturelle, culturelle et démographique.

2.1 La position géopolitique de la Turquie:

Pour bien comprendre l'importance géopolitique de la Turquie il suffit de jeter un coup d'oeil sur une carte géopolitique. On voit qu'elle s'allonge sur un axe géopolitique et culturel. Elle se trouve au centre de trois continents. Elle contrôle aussi les deux axes Nord-Sud et Est-Ouest. Elle est comme un pont qui relie à la fois l'Asie à l'Europe et l'Eurasie à l'Afrique. Elle se trouve au coeur de régions telles que les Balkans, le Caucase et le Moyen-Orient. Aussi, on peut dire que la Turquie est un pont économique entre trois continents, sur son sol plusieurs cultures se mélangent, carrefour des voies maritimes, aériennes et terrestres qui les relient

De plus, la Turquie est un héritage de l'Empire Ottoman. Il est bien évident qu'elle a hérité de la position géostratégique de cet Empire. Durant le dix-neuvième siècle, la position géostratégique de l'Empire Ottoman était beaucoup plus celle d'un barrage (dressé contre une poussée russe ou soviétique vers la Méditerranée à travers les détroits, ou vers Le Moyen-Orient à travers le plateau Anatolie) que celle d'un pont entre l'Occident et l'Orient. Après la fondation de la république turque (1923), et jusqu'à la fin de la guerre froide (1989), elle a joué un rôle semblable entre l'OTAN et le pacte de Varsovie. Mais dans le même temps, à partir de 1970, elle est devenue un pont économique entre trois continents, en raison de globalisation l'économie mondiale. De nos jours, on peut considérer la Turquie à la fois comme un barrage et un pont. Parce que d'une part il est certain que la globalisation de l'économie mondiale va perdurer et que d'autre part, dans un monde où la position de la Russie n'est pas encore claire, tout est encore en pleine mutation.

Pour les pays occidentaux, le Moyen-Orient tient une place géopolitique majeure, en raison des besoins en ressources énergétiques de leurs économies depuis La Première Guerre Mondiale. La Turquie est tout proche de ces ressources énergétiques et stratégiques. Elle possède déjà un pipe-line qui lie Mossoul, en Irak, à Iskenderun, en Turquie. Elle va peut-être en posséder d'autres à l'avenir. Dans ce domaine, elle a trouvé l'occasion d'établir des liens avec les nouvelles républiques turques d'Asie Centrale, après l'effondrement de l'Union Soviétique.

Les nouvelles républiques turques qui se trouvent autour de la mer Caspienne sont des pays riches en pétrole et en gaz. On estime les gisements de pétroles dans cette région entre 10 et 40 milliards de barils (soit entre 1 p.cent et 4 p.cent des réserves mondiales). D'après le secrétaire d'état adjoint américain Strobe TALBOTT, les réserves de la mer Caspienne se monteraient à 200 milliards de barils de pétrole. Il est donc certain que cette région va voir son importance s'accroître au troisième millénaire. Le problème réside dans le fait que la région où se trouve le pétrole est loin de toute mer ouverte. Pour l'exporter, il faut construire des pipes-lines jusqu'aux mers ouvertes. Il y aurait trois possibilités: descendre jusqu'à la mer d'Oman en passant par l'Afghanistan, descendre jusqu'au Golfe Persique en passant par l'Iran ou descendre jusqu'à la Méditerranée en passant par la Turquie. Pour approvisionner l'Europe, la voie la plus économique et la plus courte est la Turquie. De nos jours les pipes-lines et les gazoducs représentent un enjeu important. Alors, considérant les besoins énergétiques de l'Europe on peut estimer que tôt ou tard pipes-lines et gazoducs passeront par la Turquie.

Nous avons vu que la Turquie a beaucoup d'atouts géopolitiques; elle est un pont économique et culturel entre trois continents, un barrage naturel contre la Russie et le lieu de passage optimal des pipes-lines et des gazoducs.

2.2 L'ambition Occidentale:

La Turquie a choisi de marcher sur les traces des pays occidentaux, bien qu'elle ait imposé aux puissances occidentales vainqueurs de La Première Guerre Mondiale ses propres frontières, après trois ans de lutte armée. Entre 1923 et 1938, des révolutions politiques, sociales et économiques radicales et d'envergure ont été réalisées en Turquie ; elle n'ont rien épargné. Mustafa Kemal avait compris que le développement d'un pays était étroitement lié à son niveau culturel et éducatif, à la mentalité de son peuple, à la capacité de ce dernier d'assimiler la science et la technologie moderne; à une organisation efficace de la société, à d'autres facteurs internes et internationaux.

Pendant La Deuxième Guerre Mondiale, la Turquie n'a pas répété l'erreur de la guerre précédente; elle est restée neutre. Après cette guerre, face à la pression de l'Empire Soviétique, elle a exigé son rattachement à l'OTAN, malgré les fortes réticences de la Grande-Bretagne qui la destinait à un rôle exclusivement moyen-oriental. Mais elle a réussi à devenir membre de l'OTAN, en 1952. C'est à partir de cette date qu'on peut officiellement dire que la Turquie est dans le ligue de l'Occident. Certes, elle est membre du Conseil de l'Europe, de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique, elle fait aussi partie de plusieurs organisations occidentales depuis bien longtemps. Mais, parmi ces multiples relations qu'elle entretient les plus importantes sont les relations avec l'Union Européenne.

En 1959, la Turquie s'est engagée résolument vers la CEE en déposant sa demande d'association, écartant ainsi l'option libre-échangiste intergouvernementale. En 1963, l'accord d'association, dit Accord d'Ankara, inspiré du Traité de Rome a été conclu. Puis, 20 ans après, elle a déposé officiellement sa

demande d'adhésion à la CEE. Mais la commission a refusé sa demande. En 1995, entre l'Union Européenne et la Turquie a été signé l'accord d'union douanière.

Par ailleurs, elle entretient d'excellentes relations avec les Etats-Unis. Les deux pays ont les mêmes intérêts dans les Balkans, le Caucase, le Moyen-Orient. Chacun a besoin de l'autre pour réaliser ses projets économiques, culturels, militaires et dans le domaine de la sécurité régionale et mondiale.

Ainsi, force est de constater que la Turquie a toujours exprimé sa volonté et sa détermination d'être toujours avec l'Occident et d'agir avec lui.

2.3 Les capacités de la Turquie dans certains domaines:

La Turquie a de bonnes capacités dans certains domaines. Elle peut être considérée comme un pays qui peut se suffire à lui-même dans le domaine agricole. De plus, la Turquie tout en réduisant sa croissance démographique, a lancé un immense projet, le Projet Anatolie du Sud-Est(GAP) pour augmenter ses capacités agricoles. Le GAP est considéré comme l'un des douze grands projets mondiaux par son ampleur. Il a une superficie de 75000 km²(soit 9.5 p.cent de la surface totale du pays). Il est une combinaison des treize principaux projets d'irrigation et de production d'énergie hydroélectrique. Il se compose à terme de vingt-deux barrages, dix-neuf centrales hydroélectriques sur le Tigre et l'Euphrate et d'un réseau complexe de tunnels et de canaux d'irrigation qui permettront d'irriguer 1,7 millions d'hectares de terres arables et de produire annuellement 27 milliards de kwh. La Turquie peut doubler sa production agricole et créer 3 millions d'emplois avec lui. Ensuite, d'après les scientifiques, l'eau va devenir une ressource plus importante que le pétrole au cours du troisième millénaire. Dans ce domaine-là, la Turquie a une très grande capacité par rapport à ses voisins. Sur son territoire coulent plusieurs grands fleuves comme le Tigre, l'Euphrate, le Seyhan, le Ceyhan, le Kizilirmak, le Yesilirmak, le Sakarya, le Gediz etc... Par conséquent, il est bien évident que les atouts hydrographiques dont dispose la Turquie pourront jouer un rôle déterminant dans cette région.

En outre, sa population est plus jeune que celle de l'Occident et de certains pays en voie de développement. De plus, elle possède un système éducatif laïc ce qui lui confère un avantage décisif car, avec son peuple bien éduqué et bien formé, elle peut réaliser des progrès de toutes sortes.

De plus, elle possède depuis bien longtemps un marché libre. Elle a fait de très grands progrès sous le gouvernement de M. Turgut ÖZAL entre 1984 et 1992. La Turquie de nos jours possède des hommes d'affaires très entreprenants et des sociétés privées efficaces qui peuvent réaliser n'importe quels projets dans n'importe quels domaines. Par exemple, ils ont déjà construit un aéroport en Turkménistan, cinquante mille logements en Russie et des dizaines d'usines de textiles en Asie centrale.

On peut aussi ajouter aux potentialités de la Turquie les ressources naturelles qui n'ont pas encore été exploitées et qui se trouvent dans son sous-sol, ainsi que le tourisme qui lui apporte chaque année environ 1 milliard de dollars.

3. Comparaison:

Nous avons constaté que le problème le plus important de la Turquie est le terrorisme. Il est indéniable qu'on ne peut pas envisager une solution à un tel problème à court terme. Elle a agi avec des moyens militaires pour résoudre ce problème pendant dix ans. Mais, d'une part, elle a mis en oeuvre un projet immense

pour neutraliser les milieux favorables au PKK, d'autre part, depuis cinq ans, elle a décidé de déployer des moyens culturels, sociaux et démocratiques. Il y a quand même d'autres obstacles. Autour de la Turquie, il n'y a pas beaucoup d'Etats démocratiques. C'est pourquoi, on ne peut pas envisager une amélioration rapide aux problèmes que la Turquie rencontre avec ses voisins.

La montée de l'intégrisme islamiste est un autre problème. Nous vous avons montré qu'il y a deux causes à ce problème. La première cause, c'est un développement rapide accompagné d'une inflation exorbitante. La deuxième est le fait que les électeurs ont condamné les autres partis. Mais, nous devons noter qu'en face de 20 p.cent de votes pour parti islamique, il y a 80 p.cent de votes contre lui. Cela montre que la plupart des turcs sont la faveur d'une Turquie laïque et moderne. La Turquie se doit donc dans l'avenir d'empêcher immédiatement la montée de l'inflation et de mettre en place des politiques sociales pour empêcher la montée de l'intégrisme islamique. Nous avons vu qu'elle a assez de capacités pour mettre cela en application.

Par ailleurs, elle a des problèmes avec la Grèce. Mais la solution est toute simple ; si les deux pays veulent réduire leurs dépenses militaires, ils doivent entreprendre des discussions afin d'aboutir à des politiques intérieures et extérieures qui renforcent leurs sentiments de sécurité individuelle. Les deux pays ont mis successivement en oeuvre plusieurs politiques différentes, depuis le dernier sommet de l'OTAN de Madrid, pour assouplir la situation mais elles n'ont pas permis d'aboutir à un résultat. Cependant on peut considérer ces démarches comme des signes de changement de mentalité des deux côtés. A court terme, on ne peut pas envisager une solution totale au contentieux entre les deux pays. Mais, nous pouvons dire que une intervention impartiale de l'Europe pourrait faciliter la découverte d'une solution.

De plus, nous avons montré que les structures des pays qui se trouvent autour de la Turquie ne favorisent pas l'instauration de liens de bon voisinage. Si dans l'avenir ces pays devaient s'orienter vers des options plus démocratiques la Turquie pourrait envisager de meilleures relations avec eux.

4. En guise de conclusion.

Nous avons vu dans notre étude que le but essentiel de la Turquie, c'est d'être un pays démocratique, d'avoir un marché libre, de posséder des valeurs occidentales, d'être intégrée à la communauté occidentale. A cet effet, elle a choisi, comme but, de marcher sur les traces des vainqueurs de La Première Guerre Mondiale et elle a participé à toutes les formations occidentales en commençant par le Conseil de l'Europe en 1949. Pour ce pays qui veut devenir un état occidental, l'adhésion à l'OTAN a été considérée comme un premier pas vers l'Occident. Mais après l'effondrement du pacte de Varsovie, on a vécu en Turquie un changement de mentalité. Depuis lors, l'appartenance au monde occidental passe aussi, pour les Turcs, par l'appartenance à l'UE. Mais le comportement du monde occidental et surtout le comportement de l'Allemagne et de la Grèce qui se sont opposés à la Turquie a créé une grande déception. Les Turcs veulent adhérer à l'UE et ils ne comprennent pas les obstacles posés devant eux car ils ont rendu beaucoup de services à l'Occident pendant la période de la Guerre Froide.

Nous avons vu en même temps que la Turquie a aussi certains avantages et possède un grand marché libre, bien qu'elle ait quelques problèmes majeurs. Certains estiment qu'après la Guerre Froide, le monde est devenu tripolaire du point de vue commerce mondial : Etats-Unis, Asie et Europe. Dans ce monde, chaque

bloc est obligé de développer son commerce intérieur pour contrebalancer les deux autres et certains pensent aussi que chacun sera fermé sur lui-même et que cela occasionnera à l'UE une perte d'au moins 35 p.cent de ses exportations. Si l'UE veut devenir un pôle mondial, elle doit établir des relations étroites avec la Turquie, l'intégrer et par son intermédiaire atteindre le Moyen-Orient et l'Asie.

Nous pouvons finalement dire que la Turquie est un pays voué à l'UE mais qui a encore des problèmes à résoudre. Au fur et à mesure de la résolution de ces derniers il est à présager que les portes de l'UE lui seront ouvertes. Car les leaders européens ne peuvent laisser échapper l'opportunité que constitue l'adhésion de la Turquie.

De plus, il faut noter que la Turquie entretient de bonnes relations avec les Etats-Unis. C'est pourquoi, on peut dire que si l'UE refuse la Turquie, celle-ci pourra peut-être devenir partenaire privilégié des Etats-Unis.

Finalement ; Quelles que soient les conditions, nous pouvons pronostiquer qu'au troisième millénaire, la Turquie va appartenir au monde occidental que ce soit au sein de l'Union Européenne, ou par des relations privilégiées avec les Etats-Unis.

BIBLIOGRAPHIE

1. DIDIER BILLION, La Turquie à la croisée des chemins, Relations internationales et stratégique, n°26, été 1997, pp. 39-51.
2. VICKEN CHETERIAN, Grand jeu pétrolier en Transcaucasie, Le Monde Diplomatique, octobre 1997, pp. 22-23;
3. VANER SEMIH, Turquie : la nouvelle donne, 1995.
4. Sous la direction de DIDIER BILLION, Le rôle géostratégique de la Turquie, n° spécial, IRIS, 1995.
5. L'année Stratégique 1996.
6. L'année Stratégique 1997.
7. L'état du monde 1997.
8. L'état du monde 1998.
9. ARGYRIOS K.PISIOTIS, L'OTAN et la persistance du conflit gréco-turc, Politique étrangère, hiver 1993/94, pp. 905-918.
10. YANNIS G. VALINAKIS, La Grèce dans la nouvelle Europe, Politique étrangère, printemps 1994, pp. 223-232.